

Édito

Un grand Plan Marshall de l'éducation

Demetrio Scagliola

RÉDACTEUR EN CHEF

C'est devenu un grand classique des lendemains d'élections. Il faut préparer un Plan B, au cas où la Flandre décide de faire sécession et de quitter la Maison Belgique.

Les craintes de ces observateurs francophones n'ont rien de farfêlé, au contraire. À chaque élection, la puissance de la vague séparatiste prend de l'ampleur en Flandre. Et donc, les débats sur le fameux plan alternatif de la post-Belgique vont finir par quitter le domaine de la fiction pour entrer dans l'ordre du possible voire de l'inéluctable.

Ne nous voilons pas la face, les résultats de dimanche dernier imposent aux francophones d'envisager une évolution rapide de la structure de l'État. Nouvelle réforme institutionnelle, confédéralisme, splitsing pur et simple ? Le plus surprenant serait encore que rien ne bouge.

Partant de ce constat et de l'entrée en vigueur en 2026 de la loi de financement, qui va réduire progressivement les transferts financiers entre Flandre et Wallonie, les Wallons doivent se pencher sérieusement sur la manière d'envisager leur avenir avec davantage d'autonomie et le risque de bénéficier de moins de moyens financiers, notamment pour les amortisseurs sociaux. Ne tournons pas autour du pot : les décideurs wallons, politiques, investisseurs, intellectuels doivent, à notre sens, tourner la page de la nostalgie défensive. Et penser que demain peut être meilleur que les années glorieuses. Cela passe par un choc culturel et des priorités claires, une sorte de Plan Marshall du capital humain, pour reprendre la formule de Thomas Dermine, Wallon de l'année 2018 : au centre du projet, l'éducation, l'intelligence humaine et la formation professionnelle. ●